

H-France Review Vol. 16 (June 2016), No. 94

David Wingeate Pike, *France Divided. The French and the Civil War in Spain*. Brighton, Portland and Toronto: Sussex Academic Press, Cañada Blanch Centre for Contemporary Spanish Studies, 2011. xxii + 433 pp. Appendices, notes, bibliography, and index. \$99.95 U.S. (cl). ISBN 978-1-84519-490-1.

Compte-rendu par Sophie Baby, Université de Bourgogne Franche-Comté

L'ouvrage de David Wingeate Pike, *France Divided*, est la réédition d'un livre paru en français en 1975 sous le titre *Les Français et la guerre d'Espagne* (Paris, PUF), lui-même issu de la thèse de doctorat de l'auteur. Il s'agit donc d'un travail qui remonte à plus de 40 ans mais qui, comme le souligne l'éditeur et éminent spécialiste britannique de la Guerre d'Espagne, Paul Preston, constitue un classique sur la position de la France face à la guerre faisant rage à sa frontière Sud. Un classique dont la publication en anglais semblait nécessaire pour le faire connaître à un plus large public.

Dans sa préface réactualisée, David Wingeate Pike inscrit sa réflexion dans la lignée des études sur l'opinion publique, très en vogue dans les années 1970 et qui ont contribué à renouveler l'étude des sociétés, en particulier des sociétés en guerre, suivant la ligne proposée par l'école des Annales plusieurs décennies auparavant. Pierre Renouvin, auteur de la préface de l'ouvrage de 1975, titulaire de la chaire d'histoire des relations internationales à la Sorbonne depuis les années 1920, avait insufflé un souffle nouveau à l'histoire encrassée des relations internationales en proposant d'étudier les « forces profondes » qui motivent les décisions des dirigeants et expliquent les relations entre les peuples. Parmi elles, les « forces spirituelles » et les tendances de la « psychologie collective ». [1] C'est dans cette mouvance que s'inscrivent les nombreuses études sur les opinions et leur rôle dans les événements mondiaux. [2] Le travail de David Wingeate Pike est l'une d'entre elles : sa réflexion est en ce sens datée et ne s'inscrit pas encore--nous y reviendrons--dans les renouvellements apportés par les réflexions plus récentes autour des notions d'imaginaires et de représentations collectives. [3] L'auteur ne s'embarrasse donc pas de considérations méthodologiques autour des conditions de possibilité d'une approche historique de l'opinion publique dont l'étude se résume à l'analyse de la presse. Car, comme le justifie succinctement l'auteur, « il n'est pas non-raisonnable, selon notre opinion, d'assimiler l'opinion publique des années 1930 aux idées exprimées dans la presse » (p. xvi). Et ce d'autant plus à partir de juillet 1936, quand l'intérêt du public français pour la Guerre civile espagnole était tel qu'aucun organe de presse ne se priva d'envoyer ses reporters de l'autre côté des Pyrénées et de prendre position pour l'un ou l'autre camp.

A partir de là, l'auteur analyse de façon chronologique l'évolution de la position des journaux et journalistes français face au conflit espagnol. Deux temps se dégagent autour de la fin de l'année 1936, qui constituent les deux parties du livre intitulées « Les limites de l'intervention » et « La comédie de la non intervention ». Chaque partie est divisée en une dizaine de chapitres chronologiques qui examinent avec minutie les réactions de la presse à chaque nouvel événement concernant l'Espagne et les implications du conflit sur l'échiquier géostratégique européen. Au final, l'auteur concentre son analyse sur deux grands types d'événements.

Les premiers concernent les décisions des dirigeants dans le cadre de relations stratégiques complexes qui se reconfigurent en Europe à la faveur de la guerre d'Espagne et des rapports de force mouvants entre la République et les rebelles nationalistes. La France, la Grande-Bretagne, l'Union Soviétique, l'Allemagne et l'Italie sont les puissances en présence et l'évolution des relations entre les unes et les autres est retracée avec une grande précision dans l'ouvrage. La position des gouvernements français est naturellement celle qui interpelle le plus la presse française et donc l'auteur. Les soubresauts de l'été 1936 sont ainsi décrits avec force de détails, en particulier la politique hésitante du gouvernement de Léon Blum, qui oscille entre sa volonté de soutenir la République sœur de José Giral contre ce qui est perçu comme un assaut fasciste et son alignement pragmatique sur la neutralité britannique. Le plan Pierre Cot de livraison d'armes à l'Espagne est ainsi adopté au tout début du mois d'août 1936, après le crash de deux avions dans le Sahara français fournissant la preuve de l'aide militaire italienne aux armées du général Franco—l'Opération Feuerzauber avait pour sa part été lancée dès le 27 juillet. 26 avions sont ainsi envoyés via Toulouse de l'autre côté des Pyrénées. Mais quelques jours après, le 8 août, le cabinet Blum fait volte-face, et aussi bien le Parlement que l'opinion se rallient docilement à la politique de neutralité proposée par la France dans un premier temps à son allié britannique. 27 nations adhèrent formellement au pacte de non intervention et le Comité se réunit à Londres début septembre.

Mais il apparaît bien vite à l'opinion française que ce Comité est une « farce », la passivité des démocraties occidentales devenant chaque jour plus éclatante face aux « bouffonneries méprisantes » des puissances de l'Axe qui envoient navires et troupes combattre en nombre sur le sol de la péninsule ibérique. D'un côté, les communistes lancent dès l'automne 1936 une campagne de propagande en faveur « Des armes pour l'Espagne ! » tandis que, de l'autre, les partis d'extrême droite et les ligues factieuses dissoutes affichent leur solidarité avec le général Franco et organisent des collectes de dons en faveur des « sauveurs du pays ». L'opinion française se déchire et se mobilise avec passion pour l'un ou l'autre camp, comme en témoignent les sensibilités exacerbées par le bombardement de Guernica le 26 avril 1937 par la Légion Condor qui marque, pour l'auteur, « un point de non retour dans l'histoire de la presse française vis-à-vis de la guerre d'Espagne » (p. 117). Si, sans surprise, l'indignation est générale dans la presse de gauche, l'opinion catholique se divise. Une partie grandissante se détache de la barbarie qu'incarne désormais le camp franquiste, à l'image de la Ligue internationale des amis des Basques, créée avec l'archevêque de Paris, le cardinal Verdier, qui en appelle à la paix, alors que le Vatican reconnaît le gouvernement de Franco dès août 1937. Par ailleurs la « guerre des libelles » s'empare des intellectuels de gauche comme de droite. Les publications de *L'Espoir* de Malraux ou *Le Mur* de Sartre répondent ainsi à celle de *Gilles* de Drieu La Rochelle, tandis que Charles Maurras, fraîchement élu à l'Académie française en juin 1938, est reçu avec tous les honneurs à Salamanque.

Les hésitations et revirements postérieurs des gouvernements français occupent la seconde partie de l'ouvrage : ainsi quand le second gouvernement Blum, exaspéré par l'Anschluss et le non respect outrancier du pacte de non intervention par les puissances de l'Axe, envisage à nouveau d'envoyer du matériel et des troupes en Catalogne, avant d'en être dissuadé par son allié britannique ; ou quand son successeur Daladier ouvre un temps la frontière pyrénéenne pour laisser passer des avions de guerre soviétique avant de la refermer et de se rallier au Pacte de Londres, signé en novembre, qui accorde de rendre à l'Espagne de Franco ses droits de belligérance après que tous les combattants étrangers auront quitté le territoire ; ou encore quand plus tard, après la prise de la Catalogne en janvier 1939, la presse s'inquiète des ambitions irrédentistes de l'Italie sur la Corse, Nice et la Savoie qui provoquent un ultime sursaut de solidarité en faveur d'une République à l'agonie, avant qu'elle ne se range de façon très majoritaire à une reconnaissance pragmatique de régime de Burgos. De fait, le 27 février, Londres et Paris reconnaissent le gouvernement de Franco avant même que Madrid n'ait rendu les armes.

Le second ensemble d'événements qui intéresse l'auteur a trait à la frontière pyrénéenne, qui se situe en première ligne des modalités de l'application ou non de la neutralité affichée sur laquelle l'opinion, par voie de presse, se déchire. La frontière est, pendant toute la durée de la guerre, alternativement ouverte ou fermée en fonction de la position affichée des gouvernements du Front populaire. Mais, même fermée,

elle est un lieu de trafics en tous genres qui polarisent l'attention de la presse. L'auteur enrichit son corpus de presse de documents d'archives des départements frontaliers (Ariège, Aude, Haute-Garonne, Pyrénées-Atlantiques et Pyrénées-Orientales), qui lui permettent de fournir une description réaliste des flux et transactions diverses ayant effectivement lieu, au-delà des prises de position officielles, et dont se fait écho la presse locale et nationale.

Plusieurs questions épineuses se posent au cours de la guerre : la livraison d'armes aux républicains, l'envoi de combattants, le territoire français (le Pays basque et la Catalogne notamment) comme lieu de passage des troupes et du matériel de guerre républicain, la violation de l'espace aérien français par les avions du camp rebelle et les exodes successifs des réfugiés espagnols. Les livraisons d'armes se poursuivent en effet durant l'été 1936, en dépit de la signature du pacte de non intervention, mais de façon souterraine et par des voies détournées : 56 avions français auraient ainsi quitté Toulouse jusqu'à la mi-octobre, par le biais de contrats privés tandis que des volontaires français franchissent la frontière pour rejoindre les troupes républicaines acculées au Pays Basque. Les premiers arrivent par Irun dès le 15 août puis les convois se multiplient par la côte catalane, autorisés par le gouvernement Blum tant qu'ils ne transportent que des hommes en règle et dépourvus d'armes. Le bombardement de la gare de Port-Bou par des avions franquistes ne tarit pas le flux, même si les trains s'arrêtent désormais à Cerbère. Face à cette situation, le Comité de non intervention exige le contrôle de la frontière qui entre en vigueur en avril 1937, sous la houlette d'agents norvégiens, finlandais et danois. Ce contrôle est néanmoins de courte durée puisque la frontière est ré-ouverte en juillet 1937 aux trafics de toute sorte. La tension est à son comble au printemps 1938, quand des raids aériens nationalistes menés au-dessus de l'Ariège aboutissent aux bombardements de quelques villages français, que la presse de droite parvient malgré tout à justifier. En retour le gouvernement Daladier autorise la livraison de milliers de tonnes de matériel de guerre soviétique par la Catalogne et ouvre le canal du Midi à la flotte républicaine, avant de refermer en juin les postes frontaliers.

La conclusion de l'auteur insiste sur la continuité de la politique qui consiste à « éviter l'aventure » (p. 232) suivie par les gouvernements français, depuis Chautemps face à l'Anschluss jusqu'à Daladier à Munich, en passant par Blum en 1936. Cette politique, dont l'échec fut patent, correspond finalement au pacifisme d'une opinion publique française qui rejette par principe la possibilité d'une autre guerre. Les difficultés du gouvernement de Blum sont par ailleurs réelles, tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale. Wingeate Pike insiste avec justesse sur la faiblesse militaire de la France qui, même si elle avait fourni des armes à l'Espagne, aurait probablement perdu la course aux armements avec l'Axe. Quant à l'union contre le fascisme, elle s'est révélée impossible, y compris en 1938 lors du second gouvernement Blum, tant les objectifs divergeaient entre une gauche communiste poussant à l'intervention, un centre radical fondamentalement pacifiste favorable à une neutralité absolue, et une droite pour qui le fascisme valait mieux que le socialisme. Au fond, à moyen terme, une victoire éventuelle de la France sur l'Allemagne était envisagée, pour la presse de droite, comme la porte ouverte à la ruine et à la disparition de la civilisation face à l'hydre de la révolution bolchevique. Cette conception témoigne bien d'une confusion des temporalités entre la perception du danger immédiat qui se trouvait en Espagne puis en Allemagne et un hypothétique danger futur, celui de la mainmise soviétique sur les démocraties. Cette propagande était pourtant plus efficace que celle menée par des gouvernements démocratiques accusés de passivité et d'apathie, reflets d'une vitalité occidentale sur le déclin. La politique de la neutralité, voie pragmatique de la raison nous dit Wingeate Pike, n'a pas été défendue avec suffisamment de conviction et ne faisait pas le poids face à la séduction des extrêmes. La défaite de la République espagnole conduisit finalement à l'essoufflement des forces humanistes de la démocratie et de la cause antifasciste alors que l'alliance entre l'Italie et l'Allemagne, en dépit de leurs divergences de vue sur l'avenir de l'Espagne et de l'Europe, avait déjà démontré son efficacité. Cinq mois après la victoire franquiste, Hitler lançait son offensive.

On le constate, l'analyse de David Wingeate Pike repose sur une histoire événementielle passionnante mais quelque peu datée. La méthodologie, répétitive, s'appuie sur une description de l'événement suivie

par une analyse des réactions de la presse. Le lecteur se perd donc dans les méandres d'une étude excessivement chronologique et descriptive, que ne vient rehausser aucune conclusion intermédiaire jusqu'à la nécessaire conclusion finale. Ce souci du détail se retrouve dans les annexes, qui comportent des listes diverses, un glossaire et une notice sur la trajectoire des journalistes français après la guerre d'Espagne. Le choix de ces annexes laisse néanmoins le lecteur perplexe : on s'interroge sur l'intérêt des premières annexes sur les cabinets ministériels à l'heure d'Internet ou, à l'inverse, sur celui des documents très pointus recensant les noms des consuls français en Espagne et informant sur les liaisons transpyrénéennes. La notice biographique des journalistes aurait quant à elle, été bien plus utile si elle avait évoqué aussi leur trajectoire antérieure et précisé leur position au cours de la guerre--les noms évoqués dans le corps de l'ouvrage sont si nombreux qu'il est difficile pour le lecteur de se souvenir des propos tenus par chacun d'eux. L'annexe 7 résumant le positionnement politique de la presse française est en ce sens tout à fait bienvenue.

L'ouvrage pâtit finalement de son ancienneté, dans une réédition insuffisamment mise à jour. Si la bibliographie a été rapidement actualisée--sont présents par exemple des auteurs incontournables sur la période tels Rémi Skouletsky, Angel Viñas ou Enrique Moradiellos--un certain nombre de travaux importants n'y figurent pas, tels ceux de Pierre Laborie sur l'opinion française des années 1930 et 1940 ou de François Furet sur l'antifascisme.[4] Surtout, les apports de ces ouvrages postérieurs ne sont pas inclus à l'analyse, en particulier leurs apports méthodologiques sur le poids des représentations sociales dans l'explication du politique et dans la fabrication de l'opinion. L'auteur ne perçoit l'opinion qu'à travers un discours exprimé dans la presse en réaction à un événement, discours qui est simplement retranscrit comme une donnée, datée et imputée à un journaliste et à un journal. Mais l'auteur n'interroge pas ces discours comme pouvant être à leur tour dynamiques et créateurs de réalité, comme agissant sur les prises de décisions et les revirements des dirigeants analysés par ailleurs. Plus encore, ces discours ne sont pas compris comme étant les révélateurs des cadres mentaux des acteurs ancrés dans des imaginaires propres qui puisent dans les prismes mouvants des mémoires collectives, sont réinterprétés à la faveur des événements du présent et anticipent un futur redouté. La guerre d'Espagne est interprétée à l'aune de l'histoire nationale, de ses traumatismes et de ses peurs, hantées par la Première Guerre mondiale. Mais comme le dit Pierre Laborie, « ces 'Espagnes imaginaires' captées et intériorisées, sont bien plus que de simples miroirs inertes. Produit de l'imaginaire collectif, elles contribuent en même temps à sa construction et jouent à leur tour un rôle moteur dans son fonctionnement, à travers tout un système de représentations auquel elles sont intégrées ».[5] Antifascisme, pacifisme, anticommunisme sont autant de mouvements réactivés et transformés par le conflit espagnol qui transcendent les clivages droite/gauche parfois simplistes proposés par l'auteur. La gauche est ainsi traversée par les tensions entre la solidarité antifasciste avec la République et le soutien à la politique de la non-intervention au nom du pacifisme.[6] C'est pourquoi la conclusion de l'auteur est extrêmement précieuse : elle seule remet en perspective les pages qui précèdent avec ces représentations hexagonales globales. On regrettera donc que cette mise en perspective n'ait pas été constamment présente au fil des chapitres, ce qui aurait contribué à donner bien plus de relief à l'analyse et à rehausser une lecture parfois fastidieuse.

Finalement, les plus belles pages de l'ouvrage ne concernent pas tant cette étude parfois redondante de la presse que l'analyse des enjeux portés par la frontière pyrénéenne, en particulier au début du conflit espagnol. Les recherches menées par l'auteur dans les archives des départements frontaliers ont porté leurs fruits et montré la réalité d'un espace poreux ouvert aux trafics et transactions diverses. En ce sens David Wingeate Pike a ouvert la voie à d'autres types de travaux sur ces espaces frontaliers et la complexité des flux qui s'y sont déployés, comme ceux de Jordi Guixé sur la persécution franquiste des opposants républicains au-delà des Pyrénées ou ceux, plus nombreux, concernant l'exil en France.[7] On pourra d'ailleurs regretter à ce sujet l'absence d'analyse des vagues successives de réfugiés, en particulier l'afflux de réfugiés au printemps 1939, dernier épisode de cette histoire de la frontière pyrénéenne pendant la Guerre civile espagnole qui, peut-être plus que tout autre, a réactivé des mémoires complexes sur la perception de l'autre, de l'étranger, du communiste, et aurait pu donner lieu à de fécondes analyses de la presse française.

NOTES

[1] Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, *Introduction à l'histoire des relations internationales* (Paris : Armand Colin, 1964).

[2] Parmi eux, Ralph Schor, *L'opinion française et les étrangers en France de 1919 à 1939* (Paris : Publications de la Sorbonne, 1985) ou Jean-Jacques Becker, *1914. Comment les Français sont entrés dans la guerre* (Paris : Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977).

[3] Robert Frank (dir.), *Images et imaginaires dans les relations internationales depuis 1938, Cahiers de l'Institut d'Histoire du Temps Présent* 28 (juin 1994).

[4] Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944* (Seuil : Paris, 1990) et François Furet, *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle* (Paris : Robert Laffont, 1995), chapitres 6 à 8.

[5] Pierre Laborie, « Espagnes imaginaires et dérives pré-vichystes de l'opinion française, 1936-1939 », dans Jean Sagnes et Sylvie Caucanas (ed.), *Les Français et la guerre d'Espagne, Actes du colloque de Perpignan* (Perpignan : Presses universitaires de Perpignan, 2005), p. 92.

[6] Voir par exemple à ce sujet Morgan Poggioli, *La CGT du Front populaire à Vichy, de la réunification à la dissolution / 1934-1940* (Montreuil : IHS-CGT, 2007).

[7] Jordi Guixé Coromines, *La República perseguida. Exilio y represión en la Francia de Franco, 1937-1951* (València : Publicacions de la Universitat de València, 2012). Sur l'exil voir par exemple Geneviève Dreyfus-Armand, *L'exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco* (Paris : Albin Michel, 1999).

Sophie Baby
Université de Bourgogne Franche-Comté
Sophie.baby@u-bourgogne.fr

Copyright © 2016 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172